



**Communauté d'agglomération de la Baie de Somme
Immeuble Garopole, Place de la gare
80 100 ABBEVILLE**

Appel d'offres ouvert

Articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique

Contrôle des installations d'assainissement non collectif - 2026

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

SOMMAIRE

Article 1.	Objet de la consultation.....	3
Article 2.	Contexte et principaux objectifs.....	3
1-	Contexte général	3
2-	Contexte réglementaire	4
Article 3.	Contenu de la mission.....	5
1-	Missions	5
a-	L'examen préalable de la conception.....	5
b-	La vérification de l'exécution des travaux.....	6
c-	La vérification du fonctionnement et de l'entretien	7
d-	La vérification du fonctionnement et de l'entretien à la demande	9
2-	Limite des missions	9
3-	Quantités estimatives	9
a-	Nombre de contrôles réalisés au cours des 4 dernières années	9
b-	Estimation du nombre de contrôles à réaliser	11
4-	Pilotage et suivi	11
a-	Pilotage par le SPANC.....	11
b-	Pilotage par le titulaire	11
c-	Réunion trimestrielle.....	12
5-	Documents	12
a-	Courriers, rapports.....	12
b-	Base documentaire.....	12
c-	a- Base de données	12
Article 4.	Annexes.....	13

Article 1. Objet de la consultation

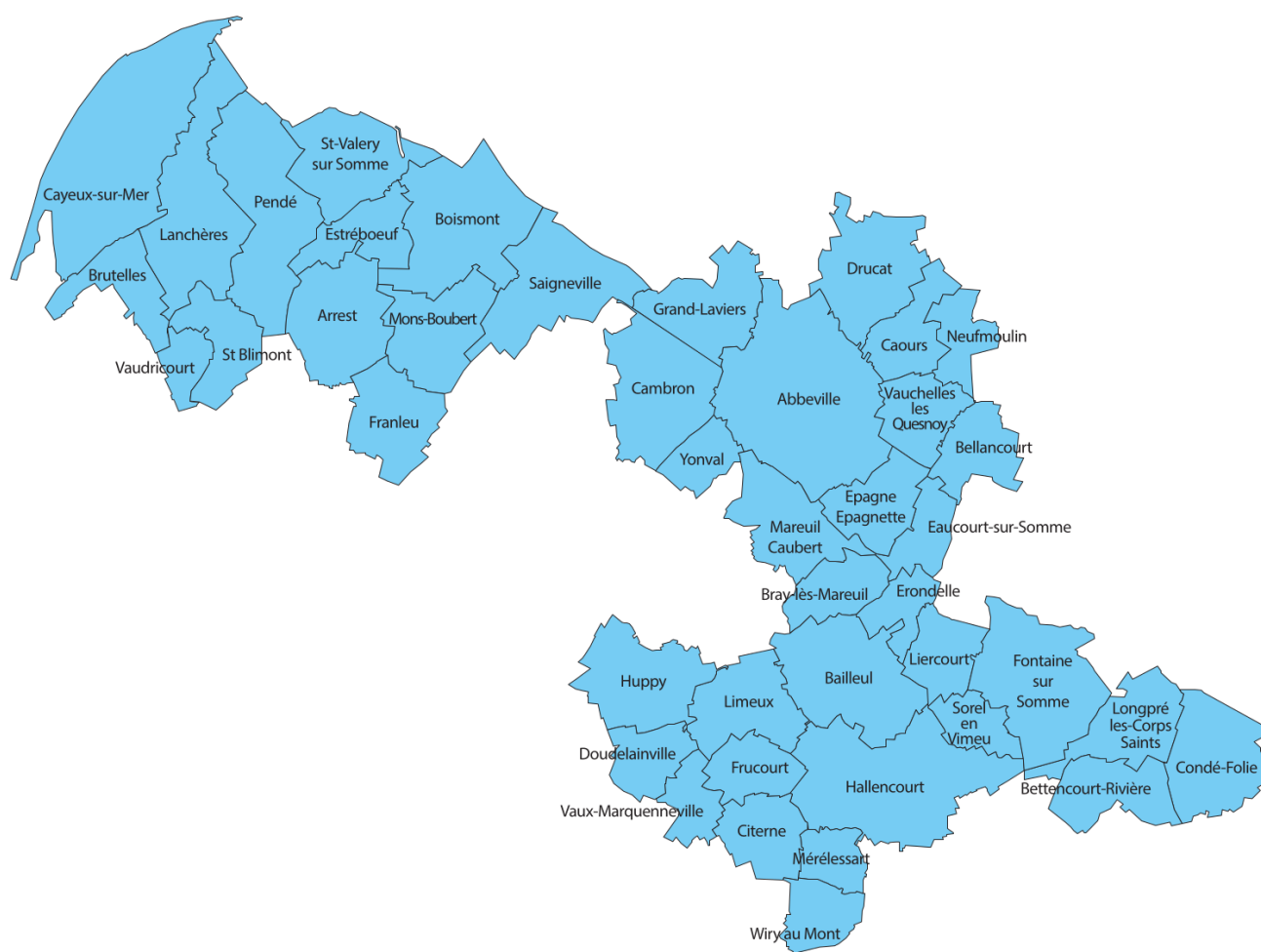
Le présent marché a pour objet le contrôle des installations d'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

Article 2. Contexte et principaux objectifs

1- Contexte général

La communauté d'agglomération de la Baie de Somme exerce depuis 2020 la compétence « Assainissement » (collectif et non collectif) au bénéfice de ses 43 communes membres, représentant environ 50 000 habitants.

La compétence « Assainissement non collectif » stricte est quant à elle exercée par la communauté d'agglomération de la Baie de Somme depuis 2017.



14 communes sont actuellement dotées d'un réseau de collecte des eaux usées : ABBEVILLE, ARREST, BETTENCOURT RIVIERE, CAMBRON, CAYEUX SUR MER, CONDE FOLIE, EAUCOURT SUR SOMME, ERONDELLE, HALLENCOURT, LIERCOURT, LONGPRE LES CORPS SAINTS, SAINT-BLIMONT, SAINT VALERY SUR SOMME, et VAUDRICOURT.

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif s'exerce sur les immeubles non raccordables au réseau de collecte des eaux usées des 43 communes de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

Le nombre d'installations d'assainissement non collectif recensées sur le territoire est estimée 8500.

2- Contexte réglementaire

Une installation d'assainissement non collectif désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

Sur le territoire de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme, la compétence « Assainissement non collectif » est du ressort de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme et de son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Le titulaire exercera ses missions dans le cadre du règlement du SPANC adopté par la collectivité et applicable depuis le 28 juin 2018. Le règlement de service pourra évoluer au cours du marché.

Le titulaire devra respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur. Il devra, en particulier, avoir une connaissance précise des textes suivants :

- Textes fondateurs :
 - Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
 - Loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 ;
- Dispositions législatives et réglementaire :
 - Code de l'Environnement ;
 - Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-7-1 (raccordement), L. 1331-8 (sanctions), L. 1331-11 (accès aux propriétés privées) et L.1331-11-1 (diagnostic technique annexé à l'acte de vente) ;
 - Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.2224-17 (préservation de la qualité des eaux), L.2224-8 (contrôle), L.2224-10, R.2224-7 à R.2224-9 (zonage d'assainissement) ; L.2224-11 à L.2224-12-2 et R.2224-19 à R.2224-19-1) et R.2224-19-5 à R.2224-19-9 (redevance d'assainissement) ;
 - Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.271-4 à L.271-6 (diagnostic technique annexé à l'acte de vente) et R.319-1 à R.319-22 (éco-prêt à taux zéro) ;
 - Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R.431-16 (attestation de conformité permis de construire) et R.441-6 (permis d'aménager) ;
 - Code Civil, et notamment les articles 1792-2 (ouvrages), 1792-6 (réception des travaux) et 1792-4-1 (responsabilité civile des constructeurs) ;
 - Code Général des Impôts, et notamment l'article 244 quater U (éco-prêt à taux zéro) ;
- Textes d'application :
 - Arrêté du 27 avril 2012, modifié par l'arrêté du 26 février 2021, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
 - Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par les arrêtés des 7 mars 2012 et 26 février 2021, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

- Arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés des 24 août 2017, 31 juillet 2020, 10 juillet 2024 et 24 décembre 2024, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
- Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010, relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Le titulaire prendra en compte les évolutions réglementaires.

Article 3. Contenu de la mission

1- Missions

Le présent marché se décompose en quatre missions :

- L'examen préalable de la conception d'une installation d'assainissement non collectif, également nommé contrôle de conception ;
- La vérification de l'exécution des travaux d'une installation d'assainissement non collectif, également nommée contrôle d'exécution des travaux. ;
- La vérification du fonctionnement et de l'entretien d'une installation d'assainissement non collectif, également nommée contrôle du fonctionnement et de l'entretien ;
- La vérification du fonctionnement et de l'entretien d'une installation d'assainissement non collectif à la demande, également nommée contrôle du fonctionnement et de l'entretien à la demande.

Le marché concerne pour l'essentiel les contrôles du fonctionnement et de l'entretien. Il est étendu aux autres types de contrôle (examen préalable à la conception, vérification de l'exécution des travaux, vérification du bon fonctionnement et entretien à la demande) qui pourront être exceptionnellement demandés.

a- L'examen préalable de la conception

Description

Pour les installations neuves ou à réhabiliter, le SPANC établit un dossier de demande d'installation destiné aux auteurs de projets (propriétaires et leurs mandataires), constitué des documents suivants :

- Un formulaire à compléter (annexe 2), destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), et les ouvrages d'assainissement non collectif projetés ;
- Une étude de conception et de définition de filière d'assainissement non collectif réalisée par un bureau d'études spécialisé aux frais du propriétaire. Le contenu de l'étude de conception et de définition de filière est précisé dans le cahier des charges rédigé par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, annexé au règlement de service.

Il transmet ensuite le dossier de demande d'installation complété au SPANC.

Organisation

Le SPANC transmet par voie électronique ou par courrier le dossier de demande d'installation au titulaire. Dès réception du dossier par le titulaire, ce dernier devra informer le service SPANC de l'éventuelle non complétude de celui-ci dans un délai de 7 jours calendaires. Il précisera les pièces manquantes à transmettre. A défaut d'information du service SPANC de la complétude du dossier de demande d'installation transmis, celui-ci est réputé complet. Dès lors, le titulaire devra instruire et adresser au SPANC le dossier dans un délai de 20 jours ouvrés

- Vérifier la complétude du dossier ;
- Le cas-échéant, en cas de dossier incomplet, notifier au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le titulaire ;
- Examiner le projet d'assainissement dès la réception du dossier déclaré complet par le titulaire (dont un exemplaire du rapport d'aptitude du sol). Le titulaire devra rester en relation constante avec le SPANC afin d'assurer la bonne gestion du dossier ;
- Formuler un avis de conformité au SPANC par la rédaction d'une attestation de conformité du projet d'ANC (modèle ci-joint) ;
- Formuler un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen préalable de la conception, à l'aide du formulaire de la collectivité (annexe 2) ;
- Transmettre par voie électronique le rapport d'examen préalable de la conception au SPANC qui le vérifiera, le mettra à la signature du Président ou du Vice-Président en charge du SPANC et le transmettra au propriétaire (frais postaux à la charge du SPANC). En cas de désaccord sur l'analyse et les conclusions proposées, le titulaire est tenu de modifier le rapport en conséquence, l'avis de la collectivité demeurant prépondérant.

☛ A défaut de transmission au service SPANC du rapport d'examen préalable dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de demande d'installation complet, le titulaire s'expose à une pénalité de retard (Cf. CCAP)

Les règles d'examen et les points à contrôler par le titulaire sont définis dans l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Le titulaire prendra en compte les évolutions réglementaires.

L'avis « conforme » du SPANC peut éventuellement être assorti d'observations qui devront être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Lorsque le projet est lié à une demande d'autorisation de construire ou d'aménager, le SPANC atteste de la conformité du projet afin que le propriétaire l'intègre au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

Si l'avis sur le projet est « non conforme », le propriétaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis « conforme » du SPANC, et obtenir l'autorisation de réaliser ses travaux et l'attestation de conformité le cas échéant.

b- La vérification de l'exécution des travaux

Description

La vérification de l'exécution des travaux fait suite à l'examen préalable de conception.

Le but est de vérifier que les éléments retenus par le propriétaire et acceptés par le SPANC sont respectés lors de l'exécution des travaux de l'installation d'assainissement non collectif. A cette fin, une ou plusieurs visites ont lieu sur le terrain par le titulaire. Ces visites ont lieu avant remblayage des différents ouvrages et permettent, en fin de travaux, la délivrance d'un certificat de conformité par le SPANC.

Les travaux seront réalisés par le propriétaire et par l'entreprise qualifiée de son choix, conformément aux documents ayant reçu l'accord du SPANC, à la réglementation en vigueur, aux règles fixées par le dossier technique d'urbanisme (DTU) 64.1 et autres normes en vigueur.

Organisation

Préalablement au démarrage des travaux, le propriétaire avertira le SPANC par demande écrite dans un délai raisonnable et ne pouvant être inférieur à 7 jours ouvrés.

Le SPANC en informera immédiatement le titulaire par voie électronique qui devra :

- Prendre rendez-vous avec le propriétaire ;
- Se présenter au(x) rendez-vous et effectuer le contrôle ;
- Effectuer deux visites minimum sur site (photographies à l'appui) ;
- Formuler un avis sur la conformité des travaux dans un rapport de vérification de l'exécution des travaux ;
- Rédiger le rapport de contrôle à l'aide du formulaire de la collectivité (annexe 4) et le transmettre par voie électronique au SPANC qui le vérifiera, le mettra à la signature du Président ou du Vice-Président et le transmettra au propriétaire (frais postaux à la charge du SPANC). En cas de désaccord sur l'analyse et les conclusions proposées, le titulaire est tenu de modifier le rapport en conséquence, l'avis de la collectivité demeurant prépondérant. Le titulaire dispose d'un délai de 20 jours ouvrés à compter du rendez-vous ou du dernier rendez-vous en cas de pluralité de contrôles de vérification de l'exécution des travaux pour transmettre au SPANC le rapport de de vérification de l'exécution des travaux.
- ➡ A défaut de transmission du rapport de vérification de l'exécution des travaux dans le délai de 20 jours ouvrés, le titulaire à compter du rendez-vous ou dernier rendez- vous en cas de pluralité de contrôles de vérification de l'exécution des travaux, le titulaire s'expose à une pénalité de retard.

Les règles de vérification et les points à contrôler par le titulaire sont définis à l'arrêté du 27 avril 2012 modifié. Le titulaire prendra en compte les évolutions réglementaires

Il devra par ailleurs se munir d'un appareil photo numérique afin de créer une galerie de photographies pour chaque vérification de l'exécution des travaux. Ces photographies seront remises sur fichier informatique en accompagnement de chaque dossier et intégrées au rapport.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le titulaire pourra demander au propriétaire le découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter une vérification efficace. A défaut, l'ouvrage sera déclaré non conforme.

Le rapport de visite comportera les conclusions de la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.

S'il y a lieu, le titulaire mentionnera dans le rapport de visite les aménagements ou travaux obligatoires pour rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur, ainsi que les travaux recommandés relatifs notamment à des défauts d'entretien ou d'usure des ouvrages.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits dans le rapport de visite, le titulaire réalisera une contre-visite pour vérifier la bonne exécution de ces travaux, dans les mêmes conditions d'organisation que lors de la première visite de contrôle de bonne exécution.

La contre-visite est effectuée après achèvement des travaux et ne fera l'objet d'aucune rémunération complémentaire.

c- La vérification du fonctionnement et de l'entretien

Description

La vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations d'assainissement non collectif a comme objectif d'assurer un suivi des installations dans le temps vis-à-vis des différents conseils d'entretien ou de mise en œuvre dispensés par les agents en charge du SPANC. Ces visites permettent également de répertorier les modifications apportées à l'installation au fil des années.

Règlementairement, la vérification du fonctionnement et de l'entretien doit se faire tous les 10 ans maximum. La périodicité des vérifications du fonctionnement et de l'entretien sur le territoire est actuellement fixée à 8 ans. Celle-ci pourra évoluer.

Les missions de terrain ne consistent pas seulement à relever les données présentes dans le questionnaire, le titulaire devra également évaluer le fonctionnement de la filière ainsi que l'impact sur l'environnement et sur la santé et la sécurité publique conformément à l'arrêté du 27 avril 2012 modifié.

Organisation

Chaque visite chez un particulier devra être précédée d'un avis de passage qui fixera un rendez-vous à une date et un horaire ou une plage horaire ne pouvant excéder 3 heures.

Cet avis sera rédigé et préparé par le titulaire qui se chargera de sa distribution ou de son envoi postal à l'ensemble de la population concernée (frais postaux à la charge du titulaire). Dans tous les cas, cet avis devra être envoyé au propriétaire dans un délai raisonnable compris entre 10 et 20 jours avant la date de la visite. Le candidat renseignera dans l'acte d'engagement le délai de transmission de l'avis de passage avant la date de visite qu'il entend appliquer.

Cet avis devra informer du but de la visite, de son obligation réglementaire de s'y soumettre et de rendre accessible son installation d'assainissement non collectif. Il sera accompagné de la fiche déclarative (annexe 5) que le propriétaire devra remplir préalablement à la vérification du fonctionnement et de l'entretien. Il devra aussi mentionner les éléments que le propriétaire (ou leur représentant) devra présenter lors de la visite (factures de vidanges, plan ou croquis de l'installation et découverte des ouvrages tels fosse septique ou toutes eaux, regards, ...).

Cet avis devra également informer le propriétaire (ou son représentant) qu'il a la possibilité de changer la date et/ou l'heure du rendez-vous si ceux-ci ne lui conviennent pas.

Si le propriétaire (ou son représentant) n'est pas au rendez-vous, le titulaire devra remplir un avis de passage indiquant la date et l'heure du rendez-vous non honoré qu'il déposera dans la boîte aux lettres de l'habitation concernée. Il devra également proposer au propriétaire de le contacter dans un délai de 15 jours ouvrés afin de convenir d'un nouveau rendez-vous. Dans ce cas, aucune rémunération supplémentaire ne sera accordée au titulaire. Les prix unitaires intègrent cette prestation.

En cas de non-réponse à ce deuxième avis de passage, le titulaire adressera la liste des propriétaires concernés au SPANC. Le SPANC adressera un courrier rappelant au propriétaire l'impossibilité de contrôle dans laquelle le prestataire a été mis pour réaliser la mission et l'enjoignant de le contacter, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, afin de convenir d'un nouveau rendez-vous. Le courrier sera rédigé et préparé par le SPANC qui se chargera de son envoi postal en courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de non-réponse à ces trois avis de passage, il sera alors constaté un refus de contrôle. Le titulaire sera alors rémunéré de cette prestation.

Le titulaire établira la liste des visites programmées qu'il soumettra pour accord au SPANC avant l'envoi des avis de passage.

Les difficultés particulières relatives à la prise de rendez-vous empêchant le titulaire d'exécuter sa mission sont portées à la connaissance du SPANC. Elles pourront être intégrées à une liste afin d'obtenir un diagnostic rapide du problème.

Une information sera adressée par voie électronique au SPANC et précisera les programmations de contrôles.

Les rapports de visite (annexe 6) devront être envoyés régulièrement par voie électronique (format .pdf) par le titulaire au SPANC, dans un délai maximal de 20 jours ouvrés suivant la réalisation de la vérification. En cas de pluralité de vérifications, il sera pris en compte la date de la dernière vérification.

Le SPANC vérifiera le rapport de visite, le mettra à la signature de l'élu en charge de l'assainissement et le transmettra à l'usager (frais postaux à la charge du SPANC). En cas de désaccord sur l'analyse et les conclusions proposées, le titulaire est tenu de modifier le rapport en conséquence, l'avis de la collectivité demeurant prépondérant.

☛ A défaut de transmission du rapport de visite dans un délai maximal de 20 jours ouvrés, le titulaire s'expose à une pénalité de retard.

Un reportage photographique devra être réalisé lors de chaque visite et devra permettre de visualiser à minima les ouvrages de traitement primaires et secondaires présentés par le propriétaire. Les éléments majeurs impactant l'évaluation seront également photographiés par le titulaire (ex : écoulements d'eau usées sur le sol, ouvrages en charges, défaut de structures etc...). Ces photographies n'ont pas vocation à être intégrées aux rapports, mais seront adressées au SPANC en même temps que ce dernier.

Le titulaire devra mettre à disposition des personnes chargées de la vérification l'ensemble du matériel nécessaire à l'exécution et à la bonne réalisation de la mission ainsi qu'au respect des normes d'hygiène et de sécurité.

Les règles de vérification et les points à contrôler par le titulaire sont définis à l'arrêté du 27 avril 2012 modifié. Le titulaire prendra en compte les évolutions réglementaires.

d- La vérification du fonctionnement et de l'entretien à la demande

Description

A la demande des usagers (au moment de la vente d'un immeuble par exemple), le SPANC est contacté afin que puisse être effectuée une vérification du fonctionnement et de l'entretien de l'installation existante.

Les interventions pour cette mission sont donc ponctuelles.

Organisation

Le SPANC dispose d'un formulaire (annexe 7) que les usagers désireux de faire réaliser une vérification du fonctionnement et de l'entretien à la demande doivent remplir et lui retourner.

A réception d'un tel formulaire, le SPANC le transmettra immédiatement par voie électronique au titulaire qui devra dans un délai de 20 jours ouvrés :

- Prendre rendez-vous avec l'utilisateur ;
- Se présenter au rendez-vous et effectuer le contrôle ;
- Rédiger le rapport de vérification du fonctionnement et de l'entretien et le transmettre au SPANC. Le SPANC le vérifiera, le mettre à la signature du Président ou du Vice-Président et le transmettra à l'utilisateur (frais postaux à la charge du SPANC).

Les règles de vérification et les points à contrôler par le titulaire sont définis à l'arrêté du 27 avril 2012 modifié. Le titulaire prendra en compte les évolutions réglementaires.

☛ A défaut de réalisation des missions sus mentionnées de vérification du fonctionnement et de l'entretien 'à la demande', le titulaire s'expose à une pénalité de retard (Cf CCAP)

2- Limite des missions

Afin de ne pas être juge et partie, durant la durée du présent marché, le titulaire ne pourra réaliser d'études de conception et de définition de filière ou exécuter des travaux d'assainissement non collectif sur le territoire de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

A ce titre, la sous-traitance des missions du présent CCTP à un bureau d'études de conception et de définition de filière ou de travaux d'assainissement non collectif est interdite

3- Quantités estimatives

Cf BPU/DQE

a- Nombre de contrôles réalisés au cours des 4 dernières années

Le tableau ci-après reprend le nombre de contrôles réalisés au cours des 3 dernières années :

Contrôles	2023	2024	2025

Examen préalable de la conception	41	51	71
Vérification de l'exécution des travaux	45	55	55
Vérification du fonctionnement et de l'entretien	105	1	60
Vérification du fonctionnement et de l'entretien à la demande	172	155	181

b- Estimation du nombre de contrôles à réaliser

Le nombre de contrôles à réaliser dépend notamment des demandes des administrés.

Le tableau ci-après reprend le nombre estimatif de contrôles à réaliser durant la période 2026 - 2028 :

Contrôles	2026	2027	2028
Examen préalable de la conception	60*	60*	60*
Vérification de l'exécution des travaux	50*	50*	50*
Vérification du fonctionnement et de l'entretien	500	500	500
Vérification du fonctionnement et de l'entretien à la demande	170*	170*	170*

(*) Le marché porte essentiellement sur les contrôles de bon fonctionnement et entretien. Les autres missions pourront toutefois être demandées à titre tout à fait exceptionnel.

4- Pilotage et suivi

a- Pilotage par le SPANC

Le suivi technique régulier des prestations réalisées par le titulaire sera effectué par un référent du SPANC.

Le référent sera l'interlocuteur technique du titulaire tout au long du marché.

b- Pilotage par le titulaire

Le titulaire nommera un Chef de projet qui sera l'interlocuteur privilégié du référent du SPANC tout au long du marché.

Il devra suivre toutes les prestations effectuées pour le compte du SPANC de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

En outre, afin d'assurer la communication avec les usagers (prise de rendez-vous, ...), le titulaire devra mettre en place une ligne téléphonique, fixe ou mobile, non surtaxée ainsi qu'une adresse email.

c- Réunion trimestrielle

Une réunion trimestrielle sera effectuée au sein des locaux de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

Le Chef de projet sera tenu de s'y présenter afin de faire un point rétrospectif et prospectif des missions.

d- Rapport annuel

Le titulaire rédige et fournit à l'acheteur, avant le 31 décembre de chaque année, un rapport technique et financier relatif aux activités réalisées pour le compte de l'acheteur.

5- Documents

a- Courriers, rapports

Des modèles de documents (formulaires, rapports, ...) sont annexés au présent cahier des charges :

- Formulaire de demande d'examen préalable de la conception ;
- Attestation de conformité du projet ;
- Rapport de vérification de l'exécution des travaux ;
- Fiche déclarative préalable à la vérification de fonctionnement et d'entretien ;
- Rapport de vérification de fonctionnement et d'entretien.

D'autres modèles de documents (courriers, ...) seront proposés par le titulaire et devront être validés par le SPANC après notification du marché.

Au cours du marché, le titulaire pourra proposer des modifications au SPANC. Ces propositions seront étudiées et avalisées par le SPANC avant mise en œuvre.

Après attribution du marché et avant le début des contrôles, les différentes formes de rédaction de conclusions seront proposées par le titulaire et feront l'objet d'une validation préalable par le SPANC.

b- Base documentaire

Le titulaire se rapprochera du SPANC pour obtenir les zonages d'assainissement, les éléments relatifs au milieu naturel et à l'environnement de chaque parcelle (périmètres de protection, zones à enjeu sanitaire, zone à enjeu environnemental, ...).

Dans le cas où le titulaire repère des habitations non listées, il avertira le SPANC de l'habitation nouvellement repérée qui lui indiquera s'il souhaite qu'une visite de vérification soit réalisée.

c- Base de données

En début de marché, le SPANC remettra au titulaire un fichier de type Libre Office calc (.ods) contenant les sites à contrôler. Celle-ci sera alimentée au fur et à mesure des missions de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations d'assainissement non collectif.

L'architecture de cette base de données est fournie en annexe du présent cahier des charges.

Cette base sera propriété du SPANC et lui sera accessible à tout moment. La déclaration de cette base de données auprès de la CNIL n'est pas nécessaire. Toutefois, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour être en conformité avec la loi « informatique et liberté ».

D'autres champs que ceux évoqués ci-dessus pourront être ajoutés à la base, sur proposition du titulaire après validation du SPANC.

En aucun cas, le titulaire ne pourra utiliser cette base à d'autres fins que l'exercice stricte des missions du service qui lui auront été confiées.

En fin de contrat, si sa mission n'est pas reconduite par le biais d'un autre marché, le titulaire devra remettre en intégralité cette base de données à la collectivité et n'en conservera aucun élément.

Le titulaire devra transmettre la base de données comprenant les vérifications du fonctionnement et de l'entretien des installations d'assainissement non collectif réalisées dans le cadre des campagnes de contrôles (par commune) dès que les contrôles sur une même commune seront terminés.

Article 4. Annexes

Les annexes au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sont :

- Annexe 1 : Règlement de service SPANC
- Annexe 2 : formulaire de demande de contrôle de conception
- Annexe 3 : certificat de conformité du projet d'assainissement
- Annexe 4 : formulaire de contrôle de bonne exécution
- Annexe 5 : fiche déclarative
- Annexe 6 : formulaire de contrôle de bon fonctionnement et entretien
- Annexe 7 : formulaire de demande de contrôle